

Actifs pour vous.

**« ASSOCIATION INTERMEDIAIRE DU PAYS
MELLOIS »**

48 Bis, Rue du Tapis Vert

79500 MELLE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 DECEMBRE 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2021

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AIPM relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association AIPM à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Dans le cadre de nos contrôles nous avons vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices et validé les assertions d'exhaustivité et de réalité sur les postes du bilan et du compte de résultat.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et le rapport d'activité, et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association AIPM à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

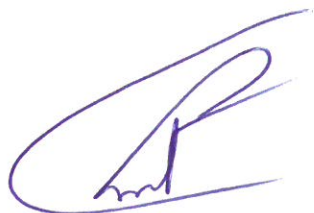
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NIORT, le 10 juin 2022

Le Commissaire aux comptes

BCA CONSEIL EXPERT

représenté par Christophe CHAUMONOT



BILAN



Exercice Du 01/01/2021

Au 31/12/2021

ACTIF	Exercice : 2 021				Exerc. : 2 020	
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	% ACTIF	NET	% ACTIF
ACTIF IMMOBILISE						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 369	4 640	2 730			
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	7 369	4 640	2 730			
Droits et valeurs similaires						
Autres						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	305 562	163 578	141 985	23	106 862	17
Terrains	4 000		4 000		4 000	
Constructions	128 470	68 450	60 020		66 860	
Instal. techniques, mat. et out. ind.	32 105	24 320	7 785		7 628	
Autres immobilisations corporelles	140 987	70 808	70 179		28 373	
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 000		8 000	1	8 000	1
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres	8 000		8 000		8 000	
TOTAL I	320 932	168 217	152 715	24	114 862	19
ACTIF CIRCULANT						
STOCKS ET EN-COURS						
Matières premières et approvisionnements						
En-cours de productions						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
AVANCES ET ACOMPTES VERSES / COMMANDES						
CREANCES	180 755		180 755	29	168 658	27
Créances clients, usagers et comptes rattachés	122 121		122 121		132 714	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	58 634		58 634		35 944	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS						
INSTRUMENTS DE TRESORERIE						
DISPONIBILITES	294 360		294 360	47	324 691	53
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 688		2 688		6 465	1
TOTAL II	477 804		477 804	76	499 814	81
Frais d'émission des emprunts	III					
Primes de remboursement des emprunts	IV					
Ecart de conversion Actif	V					
TOTAL GENERAL (I + II+ III + IV + V)	798 735	168 217	630 518	100	614 676	100

BILAN



Exercice Du 01/01/2021

Au 31/12/2021

		Exercice : 2021		Exercice : 2020		%
PASSIF		PASSIF		PASSIF		
		Durée: 12	Mois	Durée: 12	Mois	
FONDS PROPRES						
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		40 015	6	40 015	7	
Fonds propres statutaires						
Fonds propres complémentaires		40 015		40 015		
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE						
Fonds statutaires						
Fonds propres complémentaires						
ECARTS DE REEVALUATION						
RESERVES		193 745	31	198 245	32	
Réserves statutaires ou contractuelles						
Réserves pour projet de l'entité		4 500		9 000		
Autres		189 245		189 245		
REPORT A NOUVEAU		167 500	27	147 712	24	
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE		-2 597		19 787	3	
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)		398 662	100	405 760	100	
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES						
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		26 325	4			
PROVISIONS REGLEMENTEES						
TOTAL I		424 987	67	405 760	66	
FONDS REPORTES ET DEDIES						
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS OU DONATIONS						
FONDS DEDIES						
TOTAL II						
PROVISIONS						
PROVISIONS POUR RISQUES						
PROVISIONS POUR CHARGES		5 789	1	4 480	1	
TOTAL III		5 789	1	4 480	1	
DETTES						
EMPRUNTS OBLIGATOIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)						
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		99 262	16	72 774	12	
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES						
AVANCES, ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS						
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES		32 285	5	23 901	4	
DETTES DES LEGS OU DONATIONS					4	
DETTE FISCALES ET SOCIALES		68 095	11	107 537	17	
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES						
AUTRES DETTES		100		225		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE						
TOTAL IV		199 742	32	204 437	33	
ECARTS DE CONVERSION PASSIF						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		630 518		614 676	100	



COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2021

Au 31/12/2021

RUBRIQUES	Exerc.: 2 021 12 mois	Exerc.: 2 020 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Cotisations		
Ventes de marchandises		
<i>dont vente de dons en nature</i>		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	107 189	113 372
Ventes de prestations de service	853 186	642 218
<i>dont parrainages</i>		
Ventes de services annexes	415	548
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	360 262	336 219
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	579	18 569
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	189	232
TOTAL I	1 321 820	1 111 157
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achat de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	2 446	1 717
Variation de stock		550
Autres achats et charges externes	123 817	99 703
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	50 715	38 965
Salaires et traitements	961 175	803 819
Charges sociales	171 277	134 253
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 362	20 391
Dotations aux provisions	1 309	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	478	491
TOTAL II	1 340 580	1 099 888
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-18 760	11 269

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2021

Au 31/12/2021

RUBRIQUES	Exerc.: 2 021 12 mois	Exerc.: 2 020 12 mois
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	261	682
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	261	682
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 403	1 437
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	1 403	1 437
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 141	- 755
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II +III -IV)	-19 901	10 513
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	14 356	12 019
Sur opérations en capital	3 961	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	18 317	12 019
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	1 013	2 745
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	1 013	2 745
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	17 304	9 274
Participations des Salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 340 398	1 123 858
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 342 996	1 104 071
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 597	19 787
PRODUITS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à dispositions gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Objet social : l'association intervient pour aider les demandeurs d'emploi dans la recherche d'un travail
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées : l'activité est exercée dans le périmètre du pays mellois.
- Moyens mis en œuvre : l'association facilite les contacts avec d'éventuels employeurs à la recherche de main-d'œuvre. Elle assure la gestion de chantiers d'insertion relatifs à l'entretien paysager et rurale. Elle intervient auprès des organismes et administrations concernant le suivi, le soutien et la formation des demandeurs d'emploi. Elle propose en collaboration avec d'autres partenaires de l'action sociale des activités complémentaires ayant pour but de faciliter une meilleure réinsertion des demandeurs d'emploi. Elle suscite la mise en place d'initiatives nouvelles afin de permettre la création d'emploi. Elle incite tous les acteurs de la vie économique : demandeurs d'emploi, particuliers, collectivités locales, associations, artisans, commerçants, agriculteurs à être des « acteurs » de la réinsertion des demandeurs d'emploi.

II. FAITS MARQUANTS ET SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'association présente les caractéristiques suivantes :

Total du Bilan :	630 518 €
Chiffre d'affaires :	960 790 €
Résultat :	-2 597 €

L'exercice couvre la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes

- Le retour de l'activité en 2021 après la période Covid
- La perte de productivité notamment sur les chantiers
- Le partage du projet associatif vision 2020-2024

III. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Art. 833-2 règlement comptable ANC n° 2014-03

A. Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence et conformément aux dispositions du Code de Commerce, du décret du 26 décembre 2016, et du **plan comptable** n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux associations concernées à compter du 1er janvier 2020.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance de l'exercice ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;



Les méthodes de quantification et de valorisation retenues :

- Un bien reçu à titre gratuit est estimé à la valeur vénale, en correspondance au prix du marché à des conditions normales
- Les contributions au travail sont évaluées en fonction des fiches de suivi de temps par bénévole. Ce temps est valorisé à un taux horaire, charges sociales et fiscales incluses, correspondant à la rémunération prévue pour la qualification de la personne concernée selon la convention collective ou la grille des salaires la plus proche de l'emploi exercé (selon le montant qu'aurait coûté une personne normalement rémunérée en fonction de sa compétence et du poste occupé).
- Les contributions en services rendus sont estimées au prix du marché

La méthode de base, retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

B. Mode et Méthode d'évaluation

1. Immobilisations corporelles

Le Règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et publié au JO du 28 décembre 2016. A ce titre, si un ou plusieurs éléments constitutifs d'un actif ont chacun des utilisations différentes ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Sur ces bases, une analyse des éléments constitutifs des biens immobilisés a été menée. Ce travail a amené à constater que les immobilisations corporelles détenues par l'entreprise ne pourraient pas être décomposées, soit du fait de leur caractère d'immobilisations complexes spécialisées correspondant à des éléments qui, bien que séparables par nature, sont techniquement liées par leur fonctionnement, soit par le caractère non significatif des composants identifiés.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées généralement admises suivant les durées habituelles admises par la profession.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Constructions sur sol d'autrui	10-20-25 ans
- A.A.I. des constructions sur sol d'autrui	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels	5 à 10 ans
- Agencement de matériel	5 à 10 ans
- AAI divers	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 - 5 ans
- Matériel de bureau informatique	3 et 5 ans
- Mobilier de bureau	5 et 10 ans

2. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement et autres immobilisations incorporelles

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est, le cas échéant, constituée pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.



3. Créances et Dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provisions, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

IV. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES ET INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

A. Information sur les fonds propres

Art. 431-5 règlement comptable ANC n°2018-06

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droits de reprise	40015				40015
Fonds propres avec droits de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0		0	0	0
Réserves	198245			4 500	193745
Report à nouveau	147712		19787		167500
Excédent ou déficit de l'exercice	19787	-19787	0	2597	-2597
Situation nette	405759	-19787	19787	7097	398663
Fonds propres consommables	0		0	0	0
Subventions d'investissement nettes	0		30136	3811	26325
Provisions réglementées	4480		5789	4480	5789
TOTAL	410239	-19787	55712	15388	430776

B. Tableau des subventions

Art. 431-6 règlement comptable ANC n°2018-06

	A NOUVEAU	ATTRIBUTION	UTILISATION	SOLDE
Subventions d'exploitation				
Département Accompagnement Insertion		49100	49100	
DREETS aides aux postes		252232	252232	
Département Socio-esthétique		1500	1500	
DREETS EPAHD		5274	5274	
Communauté de communes pays mellois		49600	49600	
MSA aide		1500	1500	
Département FDI projet ponctuel		1055	1055	
TOTAL		360261	360261	

C. Information sur les subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde la clôture de l'exercice
Subventions d'investissements	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Total Montant nominal	0	30 136	0	30 136
TOTAL quotes-parts virées au résultat	0	3 811	0	3 811

**D. Provisions inscrites au bilan**

Objet de la provision	Dépréciation des Titres	Dépréciation des stocks	Dépréciation des comptes clients	Pour risques et charges	
Argumentation de la provision			Fonction des risques de non recouvrement		
Exercice 01/01/2021 au 31/12/2021					
Début				4480	
Dotations				1309	
Reprises					
Fin				5789	
Exercice 01/01/2020 au 31/12/2020					
Début				8105	
Dotations					
Reprises				3625	
Fin				4480	
Exercice 01/01/2019 au 31/12/2019					
Début			2873	12903	
Dotations				1402	
Reprises			2873	6200	
Fin			0	8105	

E. Actif immobilisé et amortissements**1. Immobilisations**

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	4 279	3 090	0	7 369
Immobilisations Corporelles	243 238	64 125	1 800	305 562
Immobilisations Financières	8 000	0	0	8 000
TOTAUX	255 517	67 215	1 800	320 932

2. Amortissements

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	4 279	360	0	4 640
Immobilisations Corporelles	136 376	29 002	1 800	163 578
TOTAUX	140 655	29 362	1 800	168 217

**F. Echéances des créances et des dettes****1. Créances**

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 000		8 000
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux et litigieux			
Autres créances clients	122 121	122 121	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	3 992	3 992	
Etat – Divers	54 642	54 642	
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 688	2 688	
TOTAUX	191 443	183 443	8 000

2. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles				
Autres emprunts obligatoires				
Auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus d'1 an l'origine	99 262	13 738	56 179	29 344
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	32 285	32 285		
Personnel et comptes rattachés	22 434	22 434		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	45 514	45 514		
Etat – Impôts sur les bénéfices				
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				
Etat – Obligations cautionnées				
Etat – Autres impôts, taxes et assimilés	146	146		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	100	100		
Dette représentative de titres empruntés				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
TOTAUX	199 742	114 218	56 179	29 344



G. Comptes de régularisation Actif et Passif

1. Les charges à payer inscrites dans les comptes de passif sont composées de :

- Les emprunts et dettes financières	81 €
- Fournisseurs : factures non parvenues	18 991 €
- Clients : Avoirs à établir :	0 €
- Les dettes fiscales et sociales	29 221 €

2. Les produits à recevoir inscrits dans les comptes d'actif sont composés de :

- Clients : factures à établir	1 584 €
- Fournisseurs : Avoirs à recevoir	0 €
- Les créances fiscales et sociales	0 €
- Autres créances	0 €

3. Les charges constatées d'avance s'élèvent à 2 688 €.

Elles sont principalement constituées des loyers, assurances, publicités, abonnements versés d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en charges au cours de l'exercice suivant.

4. Les produits constatés d'avance s'élèvent à néant.

Ils sont essentiellement constitués de produits perçus d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en produits au cours de l'exercice suivant.

H. Effectif moyen

L'effectif moyen au cours de l'exercice a été de 45.40 personnes et se décompose de la manière suivante :

- Ingénieurs et cadres	1
- Agents de maîtrise	0
- Employés, ouvriers et techniciens	44.40
- Apprentis	0

I. Ventilation de l'activité

	31/12/2021
AI	853 451
ACI	107 339
Chiffre d'affaires total	960 790

**J. Nature des produits exceptionnels et charges exceptionnelles**

	31/12/2021
Produits exceptionnels de gestion	14 356
Produits exceptionnels en capital	3 961
Reprise sur provisions et transferts de charges	0
Totaux	18 317
Charges exceptionnelles de gestion	1 013
Charges exceptionnelles en capital	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0
Totaux	1 013

Détail des charges et produits exceptionnels

Détail produits et charges exceptionnels	Montant Charges	Montant Produits
PRODUITS CESSION IMMOBILISATION		150
REPRISE QUOTE PAR DE SUBVENTION		3 811
MODULATION SUBVENTION 2020		13 040
REGULARISATION CHOMAGE PARTIEL 2020		482
REGULARISATION PROVISION 2020		734
REGULARISATION SUBVENTION ESTHETIQUE 2020		100
REGULARISATION CHARGES EXERCICE ANTERIEUR	913	
ECART SUBVENTION AI 2020	100	

V. Informations relatives aux engagements et autres informations**A. Dettes garanties par sûretés réelles**

- Hypothèque Néant
- Nantissement (gage) Néant

B. Engagements financiers

- Avals, cautions et garanties Néant
- Autres engagements reçus Néant

C. Créances cédées non échues (dont les effets de commerce escomptés non échus)

Montant ou néant

D. Engagement Retraite

L'indemnité de fin de carrière est de 5 789€

Modalité de calcul des engagements en matière de retraite :

- Convention collective Chantiers d'insertion
- Taux de rendement 2,00 %
- Taux d'inflation 2,00 %
- Taux d'actualisation 2,00 %

E. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes relatifs à l'exercice 2021 sont évalués à 6 508 €.